

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC(97)/ST/9

19 décembre 1997

(97-5639)

---

Conseil général  
10 décembre 1997

Original: espagnol

## COLOMBIE

Déclaration de M. l'ambassadeur Néstor Osorio Londoño,  
représentant permanent

Je remercie M. le Directeur général pour l'excellent rapport annuel qu'il nous a présenté sur l'évolution du commerce international, ainsi que le Président de l'Organe d'examen des politiques commerciales pour sa déclaration liminaire et l'exposé de ses opinions, mais je tiens à dire combien je suis déçu de constater qu'une question aussi importante ne soit soumise à l'examen du Conseil qu'à la fin de la présente réunion et devant un auditoire aussi réduit. Les délégations qui ont précédemment pris la parole ont formulé une analyse et des observations du plus haut intérêt qui, comme le rapport du Directeur général, méritent notre attention et un examen approprié.

Ma délégation a établi un document d'analyse, que j'estime inopportun de lire maintenant, car je le ferai parvenir au Secrétariat ultérieurement pour qu'il soit distribué.<sup>1</sup>

Il me paraît inconcevable qu'une organisation chargée d'administrer le système commercial multilatéral puisse procéder à une analyse de l'évolution récente du commerce international, des activités qu'elle a exercées et de son rôle dans le futur, de façon superficielle et en présence d'une vingtaine de ses membres seulement. Je me permets donc, avec tout le respect que je vous dois, de suggérer d'organiser une réunion spéciale du Conseil au début de 1998, à laquelle nous puissions analyser en détail l'évolution et les perspectives du commerce international, et l'incidence et l'influence des Accords de l'OMC.

---

<sup>1</sup>Voir en annexe.

ANNEXEObservations de M. l'ambassadeur Néstor Osorio Londoño, représentant permanent,  
sur le rapport annuel de 1997 du Directeur général

Conformément au mandat que lui confèrent les Accords de l'OMC, le Directeur général a élaboré un rapport substantiel portant sur les questions touchant à la situation du commerce mondial et de son évolution récente, aux politiques commerciales des pays Membres et à leurs tendances, ainsi qu'aux activités de l'OMC. Il s'agit d'une analyse très détaillée et documentée qui éclaire dans une grande mesure les questions traitées et révèle le dynamisme du commerce international depuis l'achèvement du Cycle d'Uruguay et l'avènement de l'Organisation mondiale du commerce.

Du point de vue institutionnel, il est évident que l'OMC a consolidé sa position en tant qu'entité régissant le système commercial multilatéral et que les mécanismes de supervision et de règlement des différends ont bien fonctionné. Dans ce contexte, le processus de mondialisation s'est affirmé et le rythme de croissance du commerce mondial au cours de la présente décennie dépasse celui enregistré dans les années 80. Autre fait révélateur: alors que le commerce mondial des marchandises s'est accru de 5 pour cent en 1996, la production mondiale n'a augmenté que de 2,5 pour cent, ce qui est une nouvelle preuve de la mondialisation rapide de l'économie.

Face à cette situation, le système commercial multilatéral doit fonctionner de manière que l'on puisse préserver les principes garantissant l'équilibre entre les droits et les obligations des Membres.

De ce fait, il faut assurer la mise en oeuvre correcte et opportune des Accords du Cycle d'Uruguay, comme on s'est efforcé de le faire ces dernières années. De plus, il faut développer les questions du "programme incorporé", qui sans aucun doute exigeront des pays Membres beaucoup d'efforts et de ressources. Chacune des questions relevant de ce programme est en soi importante et il convient de leur accorder à toutes la même attention.

Une autre tâche dont il faut s'acquitter est l'amélioration des conditions d'accès aux marchés pour les secteurs traditionnels, qui comprennent les produits agricoles, les textiles et les vêtements, le cuir, les fruits, les légumes, etc. Comme le dit justement le Directeur général au paragraphe 14 de son rapport, s'agissant de ces produits, qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement, il subsiste encore des droits de douane élevés et une progressivité des droits qui entravent leur accès aux différents marchés.

En conséquence, les négociations prévues pour le secteur agricole revêtent une importance particulière, étant donné qu'elles visent à atteindre l'objectif d'une plus grande libéralisation du secteur par l'élimination des protections et des aides qui faussent le commerce des produits agricoles. En outre, ainsi qu'il ressort du premier examen majeur de la mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles, la libéralisation et l'intégration progressives prévues dans l'Accord n'ont pas été traduites dans les faits et la déception des pays en développement exportateurs est grande. C'est un domaine qui mérite une attention permanente.

Les négociations sur les télécommunications de base et l'Accord sur les technologies de l'information ont récemment abouti, et tout semble indiquer qu'il en sera de même avec les négociations sur les services financiers. Il faut engager, de la même manière et dans le même esprit, le débat et les négociations sur les produits traditionnels, compte dûment tenu des conditions et des intérêts des pays en développement.

Un autre engagement important est la consolidation du système de règlement des différends de l'OMC. Jusqu'ici, des affaires de toutes sortes se sont présentées, qui ont été résolues avec sérieux et impartialité. Le premier examen du fonctionnement du système aura lieu en 1998; ce sera l'occasion de procéder à quelques ajustements qui amélioreront et garantiront son efficacité et son impartialité, tout en facilitant l'utilisation des mécanismes de règlement des différends par les pays en développement et les pays les moins avancés, dont le manque de ressources peut entraver l'exercice de leurs droits. La mise en oeuvre rapide et correcte des décisions de l'Organe de règlement des différends est essentielle pour la survie du système.

Enfin, il convient de mentionner d'autres questions particulièrement importantes, comme celles qui relèvent du Comité des accords commerciaux régionaux, qui vise à garantir la compatibilité entre les accords régionaux et le système multilatéral, ou les activités dans de nouveaux domaines, en particulier les relations entre commerce et investissement et commerce et politique en matière de concurrence.

La Colombie a contribué au développement institutionnel du GATT et de l'OMC et est attachée à la défense et au bon fonctionnement du système commercial multilatéral; nous sommes fermement résolus à maintenir une participation active à l'élaboration et à l'accomplissement des tâches mentionnées.